

# Nous Produisons, Nous Mangeons, Nous Décidons !

Que mangeons-nous? De quelle qualité est l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons ? Les conditions de production de notre alimentation préservent-elles notre environnement, la biodiversité, nos paysages ? Permettent-elles aux paysans qui nous nourrissent de vivre dignement?

L'alimentation, l'agriculture ou l'organisation des territoires concernent la vie quotidienne de tous. Pourtant la grande majorité des français ne se sent pas partie prenante des grands choix agricoles et territoriaux du pays.

Par exemple, peu de citoyens français ont été associés à des décisions telles que le recours aux Organismes Génétiquement Modifiés (OGM)<sup>1</sup>, l'utilisation des pesticides en agriculture<sup>2</sup> ou encore les grands projets d'infrastructures très consommateurs en foncier agricole<sup>3</sup>.

Cette situation est tout à fait paradoxale au vu de la responsabilisation grandissante des citoyens de notre pays : la demande en nourriture issue d'une agriculture locale, paysanne<sup>4</sup> et biologique ne fait qu'augmenter<sup>5</sup>, les circuits courts ne cessent de se développer<sup>6</sup>.

Beaucoup sont prêts à faire évoluer leur consommation pour manger mieux, soutenir les fermes locales et faire vivre leur territoire.

De plus en plus de fermes françaises évoluent en ouvrant grandes leurs portes aux citoyens. Des relations voire des partenariats de long terme fondés sur la confiance, la transparence, la solidarité deviennent possibles.

Petit à petit s'affirme le désir d'une nouvelle alliance entre ceux qui produisent et ceux qui se nourrissent, une Agriculture Citoyenne se construit. C'est la vision que nous partageons avec nos partenaires du pôle InPACT « Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale » composé de 10 organisations<sup>7</sup> nationales, œuvrant notamment pour « une gestion participative de l'espace et des modes de production d'aliments de qualité » (extrait du socle commun). Cette dimension est également inscrite dans la charte des valeurs de la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique (FNAB) et son réseau qui mentionne la nécessité d'une démocratisation des politiques agricoles.

Comment alors expliquer que certaines décisions pourtant lourdes de conséquences (pollution, bétonnage des terres, impacts sur la santé) se décident principalement entre les pouvoirs publics et une partie seulement des agriculteurs, sans une réelle consultation citoyenne ?

Les citoyens veulent et peuvent aider l'agriculture à sortir de la crise structurelle qu'elle

1 4 millions de tonnes de soja OGM entre en France chaque année. Christophe Noisette, Inf° OGM

2 Les agriculteurs français ont épandu 5,8% de pesticides en plus entre 2011 et 2014 et 9,4% de plus entre 2013 et 2014.

<http://agriculture.gouv.fr/produits-phytosanitaires-resultats-pour-lannee-2014-et-lancement-du-plan-ecophyto-2>

3 A l'instar du projet EuropaCity sur le triangle de Gonesse à 20km de Paris qui prévoit l'urbanisation de 350 ha au profit d'une énième Zone d'Activité du territoire

4 « L'Agriculture Paysanne est une démarche globale accompagnée par le réseau des ADEAR ». [www.agriculturepaysanne.org](http://www.agriculturepaysanne.org)

5 +14,7% de produits bios consommés entre 2014 et 2015 (chiffres Agence Bio 2015)

6 6 à 7 % des achats alimentaires en France se font par des circuits courts et que 21 % des exploitants vendent au moins une partie de leur production en circuits courts (rapport sur les circuits courts et la relocalisation des filières agricoles et alimentaires présenté par Brigitte Allain, juillet 2015)

7 Les membres du pôle InPACT sont : FADEAR, Réseau CIVAM, InterAFOCG, Terre de liens, Atelier Paysan, Nature et Progrès, MRJC, MIRAMAP, Solidarité paysans, Accueil Paysan

traverse et qui laisse bien trop d'agriculteurs dans une situation d'échec<sup>8</sup>. Mais encore faut-il leur laisser une place !

Le Miramap invite les candidats aux élections présidentielles et législatives à s'engager concrètement pour mettre en place une nouvelle démocratie agricole et alimentaire qui réconcilie alimentation, agriculture, et société : mangeons, produisons et décidons ensemble !

Nous sommes convaincus que la survie de notre agriculture, l'accès à tous à une alimentation saine et de qualité, la souveraineté alimentaire, la lutte contre le dérèglement climatique et le dynamisme social et économique de l'ensemble de nos territoires en dépendent.

Les paysans et consommateurs membres du Miramap demandent aux candidats aux élections de s'engager sur les mesures suivantes :

### Soutenir l'émergence d'une Agriculture Citoyenne

1. Appuyer la création de **Conseils citoyens de l'Agriculture et de l'alimentation** dans les territoires, qui auront vocation à devenir des laboratoires de développement de projets agricoles et alimentaires. Ces Conseils seront des lieux d'information, de rencontre, de débat, de formation, de délocalisation de la décision en matière agricole et alimentaire, destinés aux citoyens, aux élus locaux, aux agriculteurs, transformateurs, distributeurs...

### Donner une voix à l'Agriculture Citoyenne

Faire évoluer la gouvernance des instances suivantes afin de garantir l'ouverture effective aux acteurs de l'Agriculture Citoyenne (notamment aux futurs Conseils citoyens de l'Agriculture et l'Alimentation) :

*En matière agricole :*

2. Comité de Renovation des Normes en Agriculture (CORENA)
3. Commission Départementale d'Orientation Agricole (CDOA)
4. Haut Conseil aux biotechnologies

*En matière territoriale*

5. Comité Safer- (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural)
6. Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

---

<sup>8</sup> 800 suicides par an, taux d'endettement important, intransmissibilité des fermes, non-renouvellement des générations (sources possibles)

## Donner les moyens pour accompagner le développement de l'Agriculture Citoyenne

7. Garantir les **financements des structures associatives de l'Agriculture Citoyenne** qui accompagnent au quotidien les paysans, les futurs paysans et les citoyens-consommateurs qui souhaitent faire évoluer leurs modes de production et leurs modes de consommation. Les membres d'InPACT, en grande majorité reconnus ONVAR (Organisme Nationaux à Vocation Agricole et Rurale), depuis la récente Loi d'Avenir Agricole, jouent un rôle essentiel dans l'évolution des territoires vers des modèles agro-écologiques.

X

**Mesure 1** : Nous, France Insoumise, proposons la mise en place d'une loi permettant le développement de plans alimentaires sur les territoires. Les citoyens sont parties prenantes de ces plans, comme les associations environnementales, de développement agricole. Des financements sont liés à ces plans qui ont pour objectifs de mettre en place localement des systèmes alimentaires écologiques et équitables, prenant en compte le bien-être des paysans et de leurs animaux

**Mesures 2 à 6** : Nous, France Insoumise, proposons de mettre fin à la cogestion de la politique agricole avec certaines organisations syndicales, de modifier la gouvernance et les lettres de missions des instances de décisions et organismes de développement, enseignement et recherche.

L'Etat reprend son rôle pour le développement d'une agriculture écologique et paysanne. Pour mettre en place cette politique, il intègre une diversité d'acteurs notamment les associations citoyennes et de développement rural type Inpact. En particulier, dans les CDPENAF, CORENA, Haut conseil des biotechnologies, Chambres d'agriculture, CFPPA, INRA... Les CDOA et SAFER sont remplacées par des EPFR, pour une meilleure cohérence des outils de contrôle du foncier agricole.

**Mesure 7** : Nous, France Insoumise, soutenons les associations telles que celle d'InPACT pour le développement d'une agriculture écologique et paysanne et pour une alimentation de qualité pour toutes et tous.

**Moi**, Eve Saymard, co-responsable agriculture de la France Insoumise

Je m'engage, si Jean-Luc Mélenchon est élu président de la république, à ce que la France Insoumise mette en oeuvre les mesures proposées ci-dessus par les AMAP.

Date : 20/04/2017